



## Pays Andins et Cuba

### Semaine du 16 au 22 mars 2018

© DG Trésor

N°11 – Mars 2018

**Région**
**2017 – Population : 153 M**
**PIB : 972 Mds USD**
**Evolution des principaux marchés**

Marché	Derniers cours	Var. hebdo. (%)	Var. annuelle (%)
COLCAP	<b>1 486,0</b>	1,5%	11%
S&P/BVL Peru Select	<b>388,1</b>	0,3%	33%
Pétrole (USD / baril WTI)	<b>65,5</b>	7,5%	23%
Charbon (USD / t Colombie)	<b>81,5</b>	0,0%	19%
Zinc (USD / livre)	<b>3 222,0</b>	-1,7%	19%
Cuivre (USD / livre)	<b>6 783,7</b>	-1,4%	18%
Or (USD / once)	<b>1 324,3</b>	0,3%	9%
Sucre (USc / livre ISA)	<b>12,9</b>	-0,7%	-28%
USD/COP	<b>2 852,9</b>	0,4%	-4%
USD/PEN	<b>3,3</b>	-0,1%	-1%
USD/VEF (taux Dicom)	<b>43 870,0</b>	20,0%	

**Stabilité du classement Mercer pour les villes de la région.**

Le cabinet Mercer a publié la 20<sup>e</sup> édition de son classement de la qualité de vie (notamment dans un contexte d'expatriation) dans les principales villes mondiales. Les capitales de la région affichent des rangs globalement inchangés, et en ligne avec les autres grandes villes du sous-continent (à l'exception de La Havane et Caracas).

Ville	Classement 2018 (/231)	Classement 2017 (/231)
Quito	122	121
Lima	124	124
Bogota	128	129
La Paz	156	157
La Havane	192	192
Caracas	193	189
Vienne	1	1
Zürich	2	2
Auckland	3	3
Paris	39	38
Buenos Aires	91	93
São Paulo	122	121
Mexico	129	128

**Bolivie****2017 – Population : 11 M****PIB : 38 Mds USD****Les crédits et les dépôts bancaires sur une tendance ascendante.**

Selon l'ASFI (Autorité de supervision du système financier), les crédits ont augmenté de 13% en février en glissement annuel, passant de 136 Md BOB (16 Mds EUR) à 153 Md BOB (18 Mds EUR). Pour cette même période, les dépôts se sont accrus de 10% pour s'établir à 161 Mds BOB (19 Mds EUR). Santa Cruz (40%), La Paz (25%) et Cochabamba (18%) concentrent la majeure partie des crédits bancaires.

**Colombie****2017 – Population : 49 M****PIB : 307 Mds USD****La Banque centrale maintient son taux directeur à 4,5%.**

Conforme aux prévisions des analystes, ce maintien a notamment été justifié par le recul de l'inflation, à 3,68% et 3,37% en g.a. respectivement en janvier et février. Selon les analystes, ce taux directeur devrait être maintenu à l'occasion des prochaines séances.

**Dépôt du projet de loi visant à supprimer trois zéros aux dénominations du peso.**

La Banque centrale, supportrice de l'initiative, a approuvé le dépôt du projet. L'association du secteur bancaire (Asobancaria) a pour sa part réaffirmé son opposition, arguant du coût attendu pour ses membres (modifications de formulaires et informatique, actualisation des distributeurs, recertifications, tenues de compte double pendant une durée incertaine...), en particulier dans un contexte d'adoption encore limitée de la nouvelle série de billets émise en 2016 (30% des billets en circulation). Selon la Banque centrale, le coût total de cette opération pour l'économie pourrait représenter 0,04% du PIB.

**Recul d'un point du taux de pauvreté en 2017.**

Ce recul concerne tant la pauvreté monétaire (passée de 28% à 26,9% de la population) que l'extrême pauvreté (passée de 8,5% à 7,4%), correspondant respectivement à des revenus mensuels inférieurs à 250.620 COP (environ 72 EUR) et 116.330 COP (environ 33 EUR). Ce chiffre recouvre cependant de fortes disparités régionales, avec des taux de pauvreté monétaire allant de 48% à 12% selon les villes.

**Grupo Nutresa envisage 75 MEUR d'investissement dans la région.**

Le groupe de restauration, détenteur notamment des marques El Corral et Papa John's, compte ouvrir 50 nouveaux restaurants, notamment au Pérou, au Mexique, au Chili et en Colombie.

**Cuba****2017 – Population : 12 M****PIB : 96 Mds USD****Rosneft a fourni à Cuba 220.000 tonnes d'hydrocarbures au cours de l'année 2017.**

D'après un communiqué de presse émanant du deuxième producteur de pétrole russe, Rosneft aurait fourni à la compagnie cubaine Cubametales près de 220.000 tonnes d'hydrocarbures (200.000 tonnes de pétrole et 17.000 tonnes d'huiles minérales). Signé en mars 2017, l'accord initial prévoyait l'envoi de 250.000 tonnes d'hydrocarbures. La transaction aurait atteint 211,7 MUSD, soit une augmentation de 84,4% par rapport à la même période en 2016 où les importations en provenance de Russie se sont élevées à près de 114,8 MUSD.

**Six projets de développement à Cuba devraient être financés par la Chine.**

Une déclaration conjointe du Vice-ministre du MINCEX, Antonio Luis Carricarte, et de l'Ambassadeur de Chine à Cuba, Chen Xi, en date du 16 mars dernier, a confirmé l'octroi d'un financement concessionnel de près de 36 MUSD de la part de la Chine. En plus de financer des projets en matière d'agriculture, d'énergies renouvelables ou encore d'infrastructures hydrauliques, cette aide financière au développement sera également destinée à la mise en place d'un programme de récupération agricole. Elle devrait par ailleurs permettre la modernisation des logiciels et systèmes informatiques utilisés par les Douanes cubaines. Enfin, d'autres projets variés ont également



été évoqués : la fabrication de matières premières pour des panneaux photovoltaïques, les infrastructures nécessaires à la construction d'aqueducs ou encore des distributions de riz.

### **Lancement du premier marché de gros à Cuba.**

Le 16 mars dernier, le *Mercabal*, premier marché de gros de l'île, a été lancé à La Havane. D'après la Ministre du Commerce Intérieur (MINCIN), Mary Blanca Ortega Barredo, le *Mercabal* sera d'abord destiné aux coopératives non-agricoles (CNA) et soumis à certaines conditions, permettant ainsi à celles-ci de s'approvisionner en matières premières, essentielles notamment à des activités de restauration (sucre, sel, haricots noirs, mais aussi cigarettes, boissons, bières), à un prix réduit de 20% par rapport aux prix pratiqués par la vente au détail. Le *Mercabal* serait ensuite susceptible d'être étendu aux travailleurs à compte propre (*cuentapropistas*) si l'expérience s'avérait concluante.

## **Equateur**

**2017 – Population : 17 M**

**PIB : 99 Mds USD**

### **Les revenus fiscaux restent stables.**

Les revenus fiscaux sur la période janvier – février 2018 ont atteint 2,2 mds USD contre 2,1 mds USD en 2017 au cours de cette même période. La TVA a représenté 881 MUSD (en baisse de 2% par rapport à janvier-février 2017) ; l'impôt sur le revenu a représenté 633 MUSD (en augmentation de 9%). L'augmentation de l'impôt à la sortie de devises (214 MUSD en augmentation de 18%) et les droits de douane (300 MUSD en augmentation de 29%) reflètent l'augmentation des importations en raison de l'ALE avec l'UE et du démantèlement des mesures de sauvegarde à la balance des paiements.

### **Rétablissement de la subvention aux retraites.**

La Cour Constitutionnelle a donné raison à l'Institut de Sécurité Sociale et a ordonné à l'Etat de rétablir la subvention de 40% au fonds destiné au paiement des retraites. Le gouvernement équatorien avait cessé le paiement de ce montant en 2015, à la suite d'une réforme légale, ce qui avait entraîné une prévision de déficit de ce fonds de l'ordre de 62 mds USD à l'horizon 2053. Cette subvention représente environ 1,5 Md USD chaque année, que le gouvernement devra intégrer dans le budget.

## **Pérou**

**2017 – Population : 32 M**

**PIB : 210 Mds USD**

### **Démission du Président PPK.**

Le Président Pedro Pablo Kuczynski a annoncé sa démission le 21 mars, la veille d'un vote programmé au Parlement sur sa destitution, alors qu'il avait échappé de peu à celle-ci en décembre dernier. Le coup de grâce lui a été porté par la parution le 20 mars de vidéos montrant des tractations « d'achats de votes » contre la destitution, avec des parlementaires de l'opposition, en échange d'avantages sur des marchés publics. Le Président a ainsi préféré démissionner plutôt que de subir une destitution que ce dernier scandale rendait désormais inéluctable. Les milieux économiques ont réagi de façon sereine, la monnaie péruvienne demeurant stable par rapport au dollar américain et à l'euro et la bourse de Lima clôturant légèrement à la hausse.

### **Hausse du salaire minimum : dernière mesure prise par le gouvernement PPK.**

Au cours du dernier Conseil des Ministres de l'ère PPK a été approuvé un décret sur l'augmentation de la rémunération minimale vitale (RMV) qui va passer de 850 à 930 PEN (233 EUR) mensuels à partir du 1<sup>er</sup> avril pour les moyennes et grandes entreprises et du 1<sup>er</sup> mai pour les petites entreprises. Cette mesure est critiquée par les économistes car elle risque d'accroître l'emploi informel déjà prédominant sur le marché du travail (estimé à 70 % de la population active) et d'affecter particulièrement les petites entreprises. Au plan politique, elle a aussi été considérée comme une réglementation populiste portée par le Président PPK face à sa très forte popularité.

**La croissance des crédits bancaires atteint son pic en février.**

Le rythme de croissance du financement bancaire est en constante augmentation depuis 8 mois. Il connaît en février sa plus forte hausse depuis juillet 2016 : les crédits octroyés par les institutions financières ont atteint 246 Mds PEN (61 Mds EUR) selon l'Association des banques du Pérou (Asbanc) au mois de février, soit 6% plus élevé qu'un an auparavant. Selon l'Asbanc, cette croissance vient de l'expansion des secteurs économiques non primaires, en particulier depuis début 2018.

**Venezuela****2017 – Population : 31 M****PIB : 215 Mds USD****Nouvelles sanctions américaines.**

Le président Trump a promulgué un décret présidentiel interdisant aux entités américaines d'effectuer des opérations avec des crypto-monnaies émises par le gouvernement vénézuélien. Ces restrictions qui visent directement le petro, ont pour objectif de contrecarrer les tentatives du gouvernement vénézuélien de contourner les sanctions financières américaines. Par ailleurs, le Trésor américain (OFAC) a rajouté quatre personnalités sur la liste des individus sanctionnés. Il s'agit d'Américo Alex Mata García (directeur de la banque publique du logement BANAVIH), de Willian Antonio Contreras (président du SUNDDE, organisme de contrôle des prix), de Nelson Reinaldo Lepaje Salazar (ex-directeur du Trésor national) et de Carlos Alberto Rotondaro Cova (ex-président de l'institut de sécurité sociale). L'OFAC les accuse de corruption et de gabegie économique.

**PDVSA rembourserait ROSNEFT dans les délais.**

Le Groupe pétrolier russe affirme recevoir de manière régulière le remboursement des prêts octroyés à l'entreprise nationale pétrolière (PDVSA). A la fin février 2018, PDVSA aurait remboursé 3,26 Mds USD (correspondant à 2,35 Mds USD pour le capital et 890 MUSD pour les intérêts), sur une dette totale de 6,5 Mds USD. Les remboursements s'étaleront jusqu'en 2020.

**La Chine pourrait rééchelonner le remboursement du capital à échoir.**

La Banque chinoise de développement (CDB) pourrait rallonger la période de grâce sur les prêts octroyés au Venezuela. La dette envers la Chine s'élèverait à 19,3 Mds USD, dont 10,4 Mds USD pour le Fonds GVLP (*Gran Volumen y Largo Plazo*) et 8,4 Mds USD pour le Fonds FCCV (*Fondo Conjunto Chino-Venezuelano*). Depuis 2016, le Venezuela ne verse que les intérêts de la dette.

**Nouveau retard dans le paiement de la dette due au Brésil.**

Les arriérés s'élèvent à 274,6 MUSD, dont 130,9 MUSD dus à la banque brésilienne de développement (BNDES) et 143,7 MUSD revenant aux créanciers privés. Au début de l'année 2018, le Venezuela avait fini par rembourser 262,5 MUSD d'arriérés, après 4 mois de retard.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à [christine.besnard-loporto@dgtrésor.gouv.fr](mailto:christine.besnard-loporto@dgtrésor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Service Économique**

Adresse : Carrera 11 No. 93-12  
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques de la zone Pays andins et Cuba  
Revu par : Thomas MARX

Version du 22 mars 2018